



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°297 du samedi 11 février 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Vos offres d'emploi à la page 13.



Tolérance zéro aux mutilations génitales féminines (MGF): Au ministère de la femme, on veut accélérer l'élimination des MGF d'ici l'an 2030

Page 2

C'est pourquoi, Ouagadougou a été retenue pour abriter la cérémonie officielle marquant la commémoration de la 14e édition de la « Tolérance zéro aux Mutilations Génitales Féminines » ...



KAYA: Un entrepôt de graisse et de goudron parti en fumée

Page 4



Année internationale des légumineuses : Ouagadougou et Kongoussi pour l'apothéose

Page 8



Tolérance zéro aux mutilations génitales féminines (MGF): Au ministère de la femme, on veut accélérer l'élimination des MGF d'ici l'an 2030

Ethiopie

A l'occasion de la journée internationale « tolérance zéro » aux Mutilations génitales féminines, célébrée le 06 février, la première responsable du ministère de la Femme revient sur la nécessité de mettre fin, par cette déclaration, à ces différentes pratiques qui n'honorent certainement pas la femme, d'ici à 2030.

La date du 06 février, a été instituée « Journée Tolérance Zéro » aux Mutilations Génitales Féminines (MGF) en 2003 par le Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants (CI-AF) lors de la Conférence internationale sur les Mutilations Génitales Féminines à Addis-Abeba. Sa proclamation comme Journée internationale a été entérinée par l'Assemblée générale des Nations Unies à travers la résolution A/RES/67/146 « Intensification de l'action mondiale visant à éliminer les Mutilations Génitales Féminines » du 20 décembre 2012.

Le paragraphe opérationnel 21 de cette résolution, engage le système des Nations Unies, les États, la société civile et tous les acteurs concernés à continuer de célébrer cette journée le 06 février, et à saisir l'occasion pour intensifier les campagnes de sensibilisation et prendre des mesures concrètes contre les Mutilations Génitales Féminines.

Pour réaffirmer son engagement à traduire la résolution des Nations Unies en actes concrets et à atteindre l'objectif de la Tolérance Zéro aux Mutilations Génitales Féminines, le Burkina Faso, porteur



« Journée Tolérance Zéro » aux Mutilations Génitales Féminines (MGF)

La suite à la page 3.



La suite de la page 2.

du projet de résolution à la tribune des Nations Unies, commémore annuellement la journée du 06 février à travers une série d'activité coordonnée et pilotée par le Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte contre la Pratique de l'Excision (SP/CNLPE).

Cette année, le CI-AF propose aux États de centrer la réflexion sur le thème : « Établir un lien solide et interactif entre l'Afrique et le reste du monde afin d'accélérer l'élimination des Mutilations Génitales Féminines d'ici l'an 2030 ». Ce thème vient encore une fois de plus nous rappeler la nécessité de conjuguer nos efforts au plan sous régional, régional et international.

De plusieurs études réalisées au plan mondial sur les MGF, il ressort que l'Afrique regroupe le plus grand nombre de pays où cette pratique traditionnelle néfaste persiste. Il est donc plus que nécessaire qu'elle puisse établir avec le reste du monde des mécanismes de partage d'expériences et de plaidoyers afin de barrer la voie à toutes les formes de cette pratique.

Si l'engagement des États à atteindre la « Tolérance Zéro aux MGF » est une réalité à travers l'adoption de la résolution A/RES/67/146, il reste que des efforts doivent être faits de façon concrète et concertée entre l'Afrique et le reste du monde au plan législatif et institutionnel, dans le domaine du partenariat et de la mobilisation des ressources.

Au Burkina Faso, la présente commémoration intervient dans un contexte marqué par la persistance de la pratique et l'apparition de poches de résistance dans plusieurs parties du pays avec l'utilisation des frontières comme base arrière par les auteurs de MGF et leurs complices. Cependant, il faudra noter l'impact certain des actions de promotion de l'élimination des mutilations génitales féminines au Burkina Faso. Le taux de prévalence qui était de 13,3 % en 2010 pour la tranche d'âge de 0 à 14 ans est passé à 11,2% en 2015 pour la même tranche.

L'accroissement du nombre de dénonciation est aussi une preuve de l'adhésion sans cesse grandissant des populations à la protection des femmes et filles contre les MGF. Il convient de maintenir les acquis et de travailler à sauver en urgence la proportion d'environ un million de filles de 0 à 14 ans menacée chaque année d'excision. Si on ajoute à cela les cas d'excision pratiqués sur des filles et femmes de plus de 15 ans la situation devient plus préoccupante.

Face à ces défis qui doivent être relevés en vue d'atteindre la « Tolérance Zéro aux MGF », le Burkina Faso a retenu le thème national suivant : « La mise en œuvre du Plan Stratégique National (PSN) de Promotion de l'élimination des Mutilations Génitales Féminines 2016-2020 : défis et perspectives. ». Le PSN est le référentiel de tous les intervenants en matière d'actions pour l'élimination des MGF au

Burkina Faso. Il est le troisième plan qui sera mis en œuvre. Ce programme s'inscrit dans les objectifs du développement durable (ODD) et du Plan national de développement économique et social (PNDES 2016-2020) à travers son axe 2, intitulé « développer le capital humain ».

Afin de garantir la réussite des activités inscrites dans ce plan et de le faire connaître, il est important que toutes les composantes de la promotion de l'élimination de la pratique des MGF au niveau national et international soient informées de son contenu à travers des actions de vulgarisation et de sensibilisation.

Parallèlement à ces actions, la commémoration de la journée du 06 février doit être mise à profit pour renforcer la sensibilisation auprès des populations au niveau central et déconcentré.

C'est pourquoi, Ouagadougou a été retenue pour abriter la cérémonie officielle marquant la commémoration de la 14e édition de la « Tolérance zéro aux Mutilations Génitales Féminines ». Partout au Burkina Faso, nous devons marquer cette journée d'une pierre blanche afin d'éviter d'exposer la vie des enfants à la mort et aux autres conséquences sous le coup de l'ignorance et le prétexte de la tradition.

Le Ministre de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille



KAYA: Un entrepôt de graisse et de goudron parti en fumée

Région du Centre-Nord

Un incendie est survenu ce vendredi 03 février 2017 dans une cour située au côté Sud du Conseil Régional du Centre-Nord à Kaya. Les flammes ont été vite maîtrisées grâce à l'intervention des sapeurs-pompiers.



Les sapeurs-pompiers sur place.

C'est à 10 heures, le vendredi 03 février 2017 qu'une épaisse fumée est montée en zone non aménagée non loin du Conseil Régional du Centre-Nord au

secteur 4 de Kaya. Cette fumée provenait d'une cour non habitée appartenant à un commerçant de la ville de Kaya. Alertés au 18, les sapeurs-pompiers ont vite circonscrit l'incendie, les

flammes incendiaires mais des dégâts matériels sont visibles. « C'est juste des futs de goudron et de graisse récupérés », a rassuré le propriétaire qui se réjouit qu'aucune blessure n'est à

La suite à la page 5



ACTU RÉGION

La suite de la page 4

déplorer. Un tas de foin pour bétail est également parti en fumée.

Selon lui, ce sont des enfants commis pour ramasser du sable en ce lieu, qui ont mis le feu sur l'herbe sèche qui recouvrait le tas de sable afin de faciliter le ramassage. Plus de peur donc que de mal, peut-on dire. Mais cet incident vient une fois de plus interpellé les populations sur les conditions d'entreposage des produits inflammables et appelle plus d'un à la prudence quant à l'utilisation de feu surtout en ce temps de l'harmatan.

A.I. OUEDRAOGO pour SCI



Des dégâts matériels bien visibles.

ALERTE / A L'ATTENTION DES UNIVERSITÉS /

Le Secrétariat général du CAMES vous prie de prendre connaissance des documents ci-dessous qui décrivent les statistiques de pré-inscription des enseignants/chercheurs de vos Universités/Centres de Recherches.

A ce jour sur 1354 candidatures

463 candidats ont finalisé leur inscription à 100%

215 candidats n'ont encore rien fait (**0%**) et risquent d'avoir leur dossier incomplet avec comme risque une **IRRECEVABILITÉ** à la délibération des CCI.

676 candidats que nous encourageons sont à pied d'œuvre.

Pour rappel la clôture irrévocable est fixée au 15 février 2017 à 23h59. La très forte sollicitation de la plateforme au dernier moment peut induire des blocages et des lenteurs dommageables aux candidatures en ligne.

1) Candidats préinscrits sur la plateforme e-CAMES par Université au 5 Février 2017 : [Télécharger le fichier](#)

2) Candidats ayant achevé à 100% la candidature en ligne au 5 Février 2017 : [Télécharger le fichier](#)

3) Candidats préinscrits par Université (Achèvement candidature = 0%**) au 5 Février 2017 : [Télécharger le fichier](#)**

<http://www.lecames.org/>



INFO FLASH

Brèves

Afrique du Sud- Scène de violence au Parlement au cours du discours du président ZUMA

L'adresse à la Nation du Président sud-africain Jacob ZUMA devant le Parlement a été une fois de plus perturbée par les députés de l'opposition hostiles à sa gouvernance. En effet, suite aux insultes proférées à l'encontre du Président par les parlementaires issus du Parti des Combattants pour la liberté économique (EFF), la présidente du Parlement Baleka MBETE, a demandé aux hommes de Julius MALEMA de quitter l'hémicycle.

Face à leur refus d'obtempérer, des agents de sécurité ont été envoyés afin de les expulser manu militari. Après cette scène de chaudes empoignades qui a ramené le calme dans l'enceinte du Parlement, les députés du principal parti d'opposition, l'Alliance Démocratique, ont décidé de claquer la porte pour protester vivement contre le pouvoir de Jacob ZUMA qui est de plus en plus mis en mal. En rappel, c'est la troisième fois consécutive que le discours du Président ZUMA est perturbé par les dissidents de l'ANC regroupés au sein du EFF.

RDC- Moise KATUMBI va enfin rentrer à Kinshasa.

Moise KATUMBI, l'opposant politique congolais a annoncé à la presse qu'il rentrerait à Kinshasa, la capitale de la RDC avec la dépouille d'Etienne TSHISEKEDI. Cette déclaration a été faite le jeudi 9 février en marge de la messe célébrée dans la basilique Sacré-Cœur de Bruxelles en honneur au leader de l'opposition décédé il y a une semaine. Moise KATUMBI membre fondateur du Rassemblement de l'Opposition a été condamné à trois ans de prisons dans une affaire litigieuse de l'immobilier. En principe il doit être mis aux arrêts à son retour au pays.

Rédaction SCi



**OBTENEZ VOTRE MASTER A ISC
BOBO DANS LES MEILLEURES
CONDITIONS**

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours
d'anglais intensif en 2017



- Du 15 février au 15 mars
- Du 15 Juillet au 15 août
- Du 15 septembre au 15 octobre

Obtenir un niveau supérieur avec une attestation

Préparation aux : TOEIC - TOEFL

Nous vous offrons aussi la possibilité d'apprendre l'anglais en ligne et obtenir une attestation avec ED - ENGLISH DISCOVERIES qui est une solution complète d'apprentissage de l'anglais.

Les cours se déroulent du lundi au vendredi de 18h à 20h

INSCRIPTIONS OUVERTES

A Ouaga, contact: 72 07 20 20

A Bobo, contact: 72 07 09 09

Email : contact@ebs-edu.fr

Site web : www.sciences-campus.org

40 000
FCFA

- Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m de l'ambassade des Etats Unis;
- Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue Guillaume, Immeuble Sanga Madi;



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Année internationale des légumineuses : Ouagadougou et Kongoussi pour l'apothéose

Région du Centre

Le Burkina Faso accueille les 10 et 11 février 2017, les activités marquant la clôture officielle de l'Année internationale des légumineuses célébrée en 2016 sous le thème « Valorisation des légumineuses dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) et pour la résilience au changement climatique ».

L'Année internationale des légumineuses est une initiative de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Elles jouent un rôle important dans les systèmes de production notamment par les rotations culturales qui augmentent la fertilité des sols et partant les rendements agricoles. Autant de vertus qui ont prévalu à la proclamation de l'année 2016 par la 68^e Assemblée générale des Nations unies « Année internationale des légumineuses », afin de soutenir la production de ces cultures longtemps délaissées.

A Ouagadougou et à Kongoussi, où auront lieu les travaux de la clôture, les acteurs de la filière présenteront les différents modèles de réussite issus du monde entier dans la chaîne de valeurs légumineuses. Le programme des 48 heures de travaux prévoit, entre autres, des visites d'exploitations, une exposition de produits agricoles, des rencontres thématiques et des démonstrations culinaires.

Il s'agit, à travers cette activité, de promouvoir la valeur et l'utilisation des légumineuses dans l'ensemble du système alimentaire, ainsi que leurs avantages dans le traitement des sols, et dans la lutte contre le changement climatique et la malnutrition.

Cette initiative vise à encourager les connexions tout au long de la chaîne des valeurs pour favoriser la production des légumineuses et la recherche, de mieux utiliser la rotation des cultures et de relever



les défis de leur conservation ainsi que leur transformation et leur commercialisation. Les légumineuses, faut-il le rappeler, sont des plantes de la famille des Leguminosae ou fabacées, dont les fruits sont contenus dans des gousses.

Les légumineuses, des produits aux vertus divers

Les légumineuses contribuent à la sécurité alimentaire, à la nutrition, à la santé, à la lutte contre les changements climatiques et à la biodiversité, selon l'ouvrage, « Les légumineuses, des

graines pour un avenir durable » publié en 2015 par la FAO.

Ainsi, sur le plan nutritionnel, les légumineuses contiennent beaucoup de fibres et de protéines pauvres en matières grasses. Riches en nutriments, en vitamines et en sels minéraux, elles sont d'excellents antioxydants qui ralentissent le vieillissement naturel. Elles contiennent deux fois plus de protéines que les céréales complètes (blé, avoine, orge) et trois fois plus que le riz.

En matière de lutte contre le changement climatique, les légumineuses ont besoin de moins d'eau que les autres cultures pour leur développement, ce qui signifie qu'elles sont particulièrement adaptées à ces terres arides où vivent les paysans qui les produisent. Elles sont plus solides que la plupart des autres plantes cultivées, et résistent aux événements météo extrêmes, inondations et sécheresses, là où les autres cultures meurent.

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, les légumineuses ont un rendement monétaire deux à trois fois plus que les céréales, et offrent donc un grand potentiel pour sortir les agriculteurs de la pauvreté rurale. Elles peuvent être utilisées comme de l'engrais vert, pour enrichir le sol en azote et améliorer sa structure pour les autres cultures.

La suite à la page 9.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.

Les efforts du Burkina Faso pour accroître la production des légumineuses

Les principales légumineuses produites au Burkina Faso sont le niébé, le voandzou et le soja. Ces productions sont généralement réalisées par les couches vulnérables, notamment les femmes dans le cadre de l'agriculture de subsistance. De fait, les légumineuses occupent une place de choix dans les habitudes alimentaires, surtout durant les périodes de soudure et des travaux champêtres. Elles constituent des sources de revenus indispensables pour assurer les dispenses quotidiennes des ménages. La production nationale de niébé et de voandzou s'élève respectivement à 700 000 et 56 000 tonnes, soit des hausses de 22,56% et 19,70% par rapport à la campagne passée, témoignant de l'importance de ces cultures dans l'alimentation des ménages. Par ailleurs 69,2% des ménages en milieu rural et 46,5% des femmes propriétaires de terre produisent des légumineuses.

C'est pourquoi la promotion des légumineuses tient à cœur le gouvernement qui, à travers le ministère de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques, n'a cessé de solliciter l'appui des partenaires techniques et financiers pour développer la filière. Et en réponse à ces sollicitations, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a consenti une enveloppe de 336 886 dollars US pour le financement du projet pilote de développement des légumineuses, dans l'espoir de redynamiser et de booster la production annuelle nationale de légumineuses



(niébé, arachide et sésame). Toute chose qui devrait contribuer à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et à améliorer substantiellement les revenus des femmes productrices.

D'autres projets conçus dans ce sens sont toujours en attente de financement. Il s'agit notamment du projet de développement des légumineuses dans les régions du Centre-nord et du Nord, d'un montant de 1 343 150 000 francs CFA, et du Programme de développement de la filière niébé, d'un coût global de 5 766 500 000 francs CFA.

Du reste, les conclusions des travaux de la clôture devraient permettre aux acteurs de la filière légumineuse d'accorder leur priorité pour son développement, surtout qu'au Burkina il devrait être suggéré l'institutionnalisation d'une Journée mondiale des légumineuses.

Ministère de l'Agriculture et des aménagements hydrauliques



1. Des raisons du sit-in entamé par le Syndicat national des agents des finances (SY.N.A.FI)

Par Lettre n° 2017-003/SYNAFI/BE/SG du 3 février 2017 adressée au Ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité intérieure (MATDSI), dont le Ministre de l'économie, des finances et du développement (MINEFID) est destinataire par ampliation, le Secrétaire général du SY.N.A.FI informait de la tenue d'un sit-in du lundi 06 au vendredi 17 février 2017, sur toute l'étendue du territoire national.

Ce sit-in étant prévu pour se tenir au sein du MINEFID et dans toutes les autres directions centrales et déconcentrées des régies de dépenses, de 07 heures à 14 heures.

Il a pour but selon le SY.N.A.FI d'exiger l'application des protocoles d'accord du 22 juin 2011 et du 2 août 2016.

2. De la nouvelle dynamique de dialogue instaurée au MINEFID

Depuis la mise en place du gouvernement en janvier 2016, le Ministère de l'économie, des finances et du développement a toujours manifesté sa volonté de maintenir et renforcer le dialogue

Communiqué de presse

social, d'améliorer les conditions de travail des agents pour asseoir un climat social propice à la réussite de la mission confiée au département.

Cette volonté s'est matérialisée par des sorties des premiers responsables, dans les directions générales, centrales et déconcentrées et par des rencontres avec les partenaires sociaux. Toutes choses qui ont permis d'appréhender les préoccupations des travailleurs, en vue d'y apporter des solutions réalistes et pérennes.

C'est dans cette optique qu'à l'instar du dialogue entrepris avec les autres syndicats du département, le Ministère de l'économie, des finances et du développement a engagé et maintenu un dialogue constructif avec le SY.N.A.FI allant dans le sens d'apporter des réponses concrètes à chacun de ses points de revendication touchant essentiellement à l'amélioration des conditions de travail et aux motivations financières.

3. Des avancées constatées en réponse aux revendications syndicales

De ce dialogue fondé sur la nécessité d'une prise d'engagements soutenables qui tiennent compte des réalités budgétaires et des revendications des six autres syndicats du MINEFID, des avancées ont été constatées à travers notamment le paiement de la deuxième tranche de l'indemnité de responsabilité financière, l'amélioration du montant du fonds commun du

premier semestre 2016 alloué aux agents des structures autres que les régies de recettes, l'évacuation et le relogement des agents du bâtiment R+4, en dépit d'un rapport d'expertise du Ministère de l'urbanisme et de l'habitat, attestant de la solidité de l'édifice.

Sur la question du fonds commun, la dynamique en cours vise à réduire les écarts entre les régies des recettes et les autres structures du MINEFID. Cependant cette question nécessite des concertations avec les autres syndicats du MINEFID et sera inscrite dans le cadre d'un débat général imminent.

4. Du dialogue MINEFID – SY.N.A.FI

Les discussions entamées avec le SY.N.A.FI ont donné lieu à l'élaboration d'un projet d'arrêté souhaité par le SY.N.A.FI, qui fait déjà l'objet de rejet par une partie de la base, avant même sa finalisation.

L'arrêté en vigueur, notamment celui de 2013, a fait l'objet de consensus et c'est ce même consensus qui est recherché avant l'adoption du nouvel arrêté.

Aussi le Ministère de l'économie, des finances et du développement a-t-il souhaité la poursuite du dialogue sur la question, afin de se donner plus de temps de parfaire le projet de texte et de conduire toutes les concertations nécessaires à son application.

Ce faisant, en l'état actuel des textes en vigueur, elle a indiqué sa disposition à appliquer au fonds

La suite à la page 11.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10.

commun du second semestre 2016, les acquis du fonds commun du premier semestre 2016. Une proposition rejetée par le SY.N.A.FI.

Le Ministère de l'économie, des finances et du développement réitère sa volonté de poursuivre le

dialogue en vue de l'instauration d'un climat de travail serein et apaisé au sein de ses structures.

Le Ministère de l'économie, des finances et du développement appelle donc le SY.N.A.FI au dialogue constructif et rassure tous

les agents de sa ferme volonté de parvenir à une réponse durable à la question de l'équité dans la clé de répartition du fonds commun.

Grève des transporteurs : L'Union des chauffeurs routiers du Burkina Faso suspend son mot d'ordre

Région du Centre

Ce mercredi 8 février 2017, l'Union des chauffeurs routiers du Burkina Faso (UCRB) a entamé une grève de 72 heures. Prévu pour se tenir jusqu'au 10 février, cet arrêt de travail a finalement été suspendu.

C'est par une correspondance en date du 10 janvier 2017, que le Secrétaire général de l'URCB, Brahima Rabo, a informé le ministre en charge des Transports d'un préavis de 72 heures de grève à compter de ce mercredi 8 février. Mis à exécution, ce mouvement d'humeur des chauffeurs des poids lourds est une protestation contre la recrudescence des tracasseries et des rackets sur les corridors routiers. Ainsi que la non-extension de la convention sectorielle des transports routiers signée en décembre 2011. Pour ne pas se laisser prendre au piège comme les années antérieures par cette grève, les habitants de Ouagadougou, ainsi que ceux des autres villes du pays ont pris d'assaut les stations d'essence. Toute la journée du mercredi 8 février, l'on a constaté de longues files d'attente pour se faire servir en carburant. C'était une course contre la montre. Dans la soirée, des stations-services avaient fermé car point de carburant. Elles étaient à sec.



Le Secrétaire général de l'URCB, Brahima Rabo.

Après des échanges avec le ministère en charge des transports, l'UCRB a décidé de suspendre son mot d'ordre de grève ce jeudi 9 février à partir de 12 heures. Cela afin « de prendre en compte toutes les difficultés

liées au processus et de reprendre le service de manière sereine ».

Une information que Issiaka Sigué, Secrétaire général du ministère des Transports a confirmé au journal de 20 heures de la Radiodiffusion télévision du Burkina (RTB télé). Selon lui, le véritable problème est relatif aux rackets avec la multiplication des contrôles en partie.

Le gouvernement a donc pris l'engagement de faire le point de l'ensemble des postes de contrôle documentaire sur les axes routiers et de procéder dans un délai d'un mois à leur diminution. Le SG du ministère en charge précise bien que ces postes, ne sont pas à confondre avec les postes de contrôle sécuritaire.



ANNONCE

Musée de la Musique Georges OUEDRAOGO



Situation géographique :

Avenue Capitaine Thomas SANKARA, face à l'entrée principale du Lycée Philippe Zinda KABORE

Heure d'ouverture :

Le Musée de la Musique est ouvert aux visiteurs du **Mardi au Samedi** de **09h à 15h30mn.**

Elèves : 100 FCFA

Nationaux

Etudiants : 250 FCFA

Adultes : 500 FCFA

Autres nationalités : 1 000 FCFA

La vitrine de la Musique traditionnelle !

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES ARTS
ET DU TOURISME
OUAGADOUGOU
BURKINA FASO

muse.musique@yahoo.fr

La Régie : (+226)76859213

Le Conservateur : (+226)78096899



JOB CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Liban - Chef de mission adjoint en charge de programmes- Beyrouth

Description

Posté le: 14/12/16

Date de démarrage souhaitée: 15/01/17

Durée de la mission: 12 mois

Lieu: Beyrouth

A propos du contexte:

Après plusieurs années de conflit en Syrie, certains considèrent que la population réfugiée syrienne au Liban serait d'environ 1.500.000 personnes. Cette population est concentrée dans la partie nord du pays (dans le district de Akkar et à Tripoli) et dans la vallée de la Bekaa. La question des réfugiés est particulièrement sensible au Liban, qui a plusieurs factions pro-syriennes au parlement et le gouvernement intérimaire a été opposé à la mise en place des camps de réfugiés pour les Syriens.

SOLIDARITES INTERNATIONAL (SI) a lancé ses opérations au Liban en Mars 2013, afin de répondre aux besoins immédiats des deux réfugiés libanais et familles d'accueil syriens également touchés par la crise. Avec le soutien d'ECHO, l'UNICEF, le DFID, l'OCHA et la CIAA, l'objectif du SI est d'améliorer les conditions par le biais:

L'identification du système les plus vulnérables et d'orientation grâce à la coordination avec les partenaires internationaux, les ONG locales, les municipalités et les communautés touchées.

Wash intégré et la réponse de Shelter à l'ensemble de la population des établissements informels, de petites unités de logement et des abris collectifs.

La gestion du site des établissements informels et des abris collectifs.

l'aide des moyens de subsistance aux ménages vulnérables par l'assistance en espèces Inconditionnel

En 2017, la mission développera également son objectif de protection grâce à une programmation encore plus intégrée et d'intégration.

A propos de la mission

La coordination nationale est basée à Beyrouth, alors que les bases opérationnelles sont situées à Tripoli, Halba et Zahlé. 20 employés internationaux sont déployés au Liban. A Tripoli, toute l'équipe est à ce jour composé de 145 employés nationaux. La base Alba à Akkar accueille jusqu'à 80 personnes et 50 travaux dans la base de Zahlé dans la Békaa.

A propos de l'emploi:

En étroite collaboration avec le Directeur Pays (CD), les objectifs principaux de la DCD sont d'assurer le leadership et la gestion de la programmation stratégique, de superviser le renforcement des programmes de développement, de la qualité et de la responsabilité de SI. Le DCD assure la cohérence interne entre les activités de programme et est chargé de veiller à ce que les programmes sont axés sur les besoins, sur la base de preuves, adaptable aux changements contextuels et les

conflits sensibles, suivis de près et de ressources suffisantes.

Le DCD fait partie du SI Senior Management Team et a line-gestion directe des coordinateurs techniques (WASH, Assistance de base et des moyens de subsistance, Shelter, REPAS, Coordinateur de trésorerie Consortium technique, et de la Communication).

Principales fonctions et responsabilités

Direction stratégique

Collaborer avec le CD d'élaborer une stratégie de programme et les processus connexes conformes aux politiques de l'association et les besoins de la population.

Organiser des missions de diagnostic, se tenir au courant des tendances de l'intervention et de financement humanitaires en cours dans le pays, et de fournir des mises à jour régulières sur ces tendances et l'analyse de la façon dont ils peuvent influencer sur la programmation SI.

Soyez proactif en proposant de nouvelles activités basées sur l'évolution du contexte.

Travailler avec des collègues dans le pays programme, la région et l'AC pour identifier les possibilités de financement et de développement, des propositions sensibles concurrentielles

Programme de développement et gestion de la qualité

Assurer un leadership cohérent à la programmation SI, assurant un soutien aux coordonnateurs techniques et de la communication en temps

La suite à la page 14.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 13.

opportun sur les questions de programme sur le CD.

Examiner les rapports mensuels du projet pour suivre les progrès de la mise en œuvre du programme.

Plomb sur le développement des thèmes transversaux dans la conception et l'exécution des projets.

Soutenir les coordinateurs techniques à utiliser efficacement les conseils techniques et de soutien de l'unité technique HQ.

Veiller à ce que tous les programmes sont mis en œuvre en cohérence avec la stratégie de pays annuelle, les exigences techniques SI et les critères des donateurs financiers.

Veiller à ce que les critères et les indicateurs de qualité sont surveillés et conduit à la prise de décision.

Veiller à ce que la surveillance du contexte des programmes est fait correctement et conduit à la prise de décision: ajustement des activités ou des changements de résultats en fonction de l'évolution du contexte.

Veiller à ce que les recommandations des programmes évaluations sont pris en considération et que des mesures correctives sont mises en place.

Veiller à ce que les ressources humaines, financières et logistiques répondent aux exigences des activités d'achèvement. Proposer des modifications si nécessaire.

le renforcement des connaissances institutionnelles

Surveiller principale ONG 'méthodes d'intervention / techniques et de l'expérience.

Veiller à ce que les procédures, les guides et les outils sont mis à jour et mis en œuvre.

Donateur, Grant, gestion de la relation et de représentation

Soutenir le directeur de pays dans les efforts de collecte de fonds.

Travailler avec le CD pour développer et maintenir des relations de travail solides avec les donateurs actuels et potentiels.

Jouer un rôle clé dans la promotion SI comme un acteur principal au sein de ses différents secteurs d'intervention grâce à l'interaction avec les acteurs clés.

Assurer la représentation et de la contribution appropriée aux grands groupes de travail.

proposition de plomb et de l'écriture de rapports et appuyer la présentation des rapports précis et bien écrit en temps opportun et d'autres exigences de déclaration.

Gestion et développement des performances du personnel

Superviser et encadrer le personnel direct rapport, y compris la communication des attentes claires, fixer des objectifs de performance, la création d'un environnement favorable tout en mettant l'accent sur la reddition de comptes, fournissant une rétroaction régulière

et opportune constructive performance, et menant documenté des examens semestriels de performance.

Maintenir des relations ouvertes et professionnelles avec les membres de l'équipe, la promotion d'un fort esprit d'équipe et de fournir supervision et l'orientation pour permettre au personnel d'accomplir avec succès dans leurs positions.

Promouvoir et suivre les soins du personnel et le bien-être. Modèle pratiques de conciliation travail-vie en bonne santé. Soutenir les interventions appropriées en réponse aux besoins de soins du personnel identifiés du personnel à la fois nationale et internationale.

Soutenir les coordonnateurs sur le terrain dans leur travail sur des projets de suivi et aider à assurer une relation de communication et de travail en douceur entre eux et les coordinateurs techniques.

Travailler avec le personnel des ressources humaines pour identifier et mettre en œuvre le recrutement, le perfectionnement professionnel, et les stratégies de rétention.

Mettez des propositions sur la composition de l'équipe technique et d'assurer sa budgétisation.

Sur demande, pourrait assumer la gestion intérimaire de la mission en l'absence du CD.

Votre profil

Education: Diplôme universitaire (maîtrise) , de préférence

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

dans le développement et / ou études politiques / humanitaires ou équivalent.

E x p é r i e n c e

Un minimum de 3 ans d'expérience en gestion au niveau supérieur, de préférence dans des environnements humanitaires complexes.

Expérience dans des contextes de conflit / post-conflit, avec une expérience dans le soutien des interventions d'urgence, l'accès et l'analyse de la sécurité et de la gestion.

L'expérience de travail connexe de la région du Moyen-Orient ou des situations similaires de déplacement complexes. Ou à minima, une bonne compréhension des complexités politiques dans la région du Moyen-Orient.

Répétée, l'expérience réussie avec des niveaux appropriés de surveillance pour un portefeuille composé d'une variété de projets financés par des donateurs complexes, à forte valeur ajoutée.

Connaissance approfondie des lignes directrices et des procédures (ECHO, DFID, OFDA, UNICEF, etc.) des bailleurs de fonds.

Une expérience antérieure avec SI un actif ou dans des secteurs SI d'intervention: WaSH, des moyens de subsistance, le logement, la protection.

Compétences techniques

Aptitude avérée par rapport

à la conception, la gestion, le suivi et l'évaluation des programmes de pays, de préférence avec un accent sur la protection et des solutions durables pour les réfugiés et les personnes déplacées.

Solides compétences de gestion et / renforcement des capacités de formation.

compétences et esprit doux

Expérience manifeste de leadership efficace la gestion d'une équipe multidisciplinaire et dynamique interculturelle.

compétences diplomatiques et de coordination supérieures sont essentielles, tant pour la coordination interne et pour travailler avec les intervenants clés.

Résolution de problèmes et les compétences analytiques avec la capacité d'évaluer les défis et recommander des solutions.

Aptitude démontrée pour une analyse rapide et précise des questions complexes, la prise de décision forte, et la traduction des priorités programmatiques dans les stratégies opérationnelles.

Solides compétences en communication orale et écrite, avec la capacité d'exprimer des idées et des concepts claire et persuasive avec les parties prenantes internes et externes supérieurs.

L a n g u e s :

Courant Anglais: excellente expression orale, lecture et écriture

Français et ou l'arabe est un atout

A u t r e :

Engagement envers les principes fondamentaux de la charte et de l'ethos de SI

Processus de demande

Est-ce que cette description vous convient? S'il vous plaît envoyez-nous votre CV et lettre de motivation en anglais. seules les demandes CV ne seront pas considérées.

NB: La vacance peut fermer avant la date limite. Merci de votre compréhension

Nous offrons

Un emploi salarié: selon expérience à partir de € 2,100 brut par mois, plus 10% l'allocation de congé annuel payé par mois, et un mensuel Per Diem de 750 USD.

Forfait famille et de l'allocation de logement possible

La couverture sociale et médicale: Expatriés bénéficient d'un forfait d'assurance qui rembourse toutes les dépenses de soins de santé (y compris les frais médicaux et chirurgicaux, les soins dentaires et les frais ophtalmologiques, rapatriement) et un système de protection sociale, y compris les risques de guerre. vaccination essentielle et de traitement antipaludique coûts sont remboursés.

Vacances: Au cours de la mission, un système d'alternance entre le travail et temps libre est mis en œuvre à raison d'une

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

pause tous les trois mois. Pour une affectation d'un an, l'expatrié aura une pause de 7 jours au cours de la 3ème et le 9ème mois (avec 500 euros alloués par Solidarités). Il ou elle aura également le droit de retourner à son pays d'origine pour une période de 14 jours après six mois passés sur la mission (Solidarités couvrira les frais de déplacement).

Pour de plus amples informations sur le SI, s'il vous

plaît consulter notre site web: <http://www.solidarites.org/en/>

CONTACT: Corinne LORIN, Recruitment & Officer Suivre Up

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Agriculture, Environnement, Génie civil, Hydraulique

Pays Moyen Orient, Liban

Contrat C D D

Postuler en ligne https://emea3.recruitmentplatform.com/syndicated/private/syd_apply.cfm?ID=P1IFK026203F3VBQB6G8N8NQ9&nPostingTargetID=18549

Date de validité de fin de 28/02/2017



Avis de recrutement

Poste: Contrôleur de Gestion : www.institutbioforce.fr auprès des opérationnels

Description LES ACTIVITES DU POSTE Etablir le reporting trimestriel en relation avec le DAF

CONTEXTE DU POSTE Au sein de la Direction Administrative Financière et Ressources Humaines, vous aurez pour missions de : Participer à la mise à jour des procédures comptables et administratives

L'Institut Bioforce recherche pour son siège de Vénissieux (69), son ou sa Contrôleur(euse) de Gestion. Sous l'autorité du DAF, vous participez à l'élaboration du budget, au suivi budgétaire prévisionnel de l'ensemble des activités de l'institut et également du centre de DAKAR en cours de lancement. Vous suivez les contrats avec les bailleurs ainsi que le compte rendu final. Vous veillez à la bonne application des procédures et le cas échéant à l'élaboration des propositions pour les améliorer.

Assurer le contrôle de gestion des projets financés par les bailleurs Contrôler les engagements (contrats, conventions) et pièces comptables Veiller à l'application des procédures comptables et financières Apporter un appui à la création d'outils de suivi

Apporter un appui à l'élaboration des budgets Contrôler et élaborer les reporting financiers Assurer le rôle de référent ALCUIN (paramétrage du logiciel et intégration sous CEGID)

Assurer le suivi administratif et financier des subventions (suivi des paiements) Assurer le rôle de référent CEGID (paramétrage, suivi des bugs, intégration de l'analytique)

Apporter un appui et contrôler la comptabilité terrain Participer à l'analyse du prix de revient Assurer le contrôle de gestion du centre Bioforce Afrique à DAKAR

Saisir, contrôler, clôturer les comptes de subventions Effectuer le reporting budgétaire mensuel

Assister le directeur administratif dans ses missions de contrôle de gestion de l'Institut Effectuer le reporting budgétaire mensuel

Points forts de ce poste ? Des activités variées, de nombreux contacts humains, le tout dans un environnement international, stimulant, et porteur de valeurs.

Plus d'infos sur l'Institut Bioforce

La suite à la page 17.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

auprès des opérationnels
Contrôler la
comptabilité du centre

QUALITES

Vous êtes force de proposition, autonome mais vous savez rendre des comptes. Vous êtes réactif, rigoureux, dynamique et aimez travailler en équipe. Votre capacité à convaincre et votre loyauté sont des qualités qui vous sont reconnues.

Vous avez une expérience de 5 ans minimum sur une fonction de contrôleur de gestion.

Idéalement vous avez une expérience dans le secteur humanitaire, la formation

et le contrôle de gestion des financements bailleurs.

Connaissances comptables et maîtrise d'Excel exigées.

Vous avez une formation supérieure en gestion et finance (Bac+5 ou équivalent), orientée contrôle de gestion.

Langues parlées

Vous êtes force de proposition, autonome mais vous savez rendre des comptes. Vous êtes réactif, rigoureux, dynamique et aimez travailler en équipe.

Qualité du candidat

Vous avez une expérience de 5 ans minimum sur une fonction de contrôleur de gestion.

Idéalement vous avez une expérience dans le secteur humanitaire, la formation

Organisation, Administration, Animation,

Formation, EducationPays Europe, FranceContratC D I

Durée du contrat

CDI Temps plein

Salaire / Indemnité

A négocier selon profil et expérience Documents à envoyer Merci de transmettre votre CV et votre lettre de motivation par mail, en indiquant en objet la référence et l'intitulé de l'offre, à Noémie Roussel, chargée des ressources humaines à l'adresse rh@institutbioforce.fr

Nom de la personne contact

Noémie ROUSSEL

Email de la personne contact rh@institutbioforce.fr

Date de validité de fin de 24/02/2017



Avis de recrutement

Poste: Assistant social –
Mission: banlieue (H/F)
France: – Saint-Denis

Description

Médecins du Monde, association médicale militante de solidarité internationale, s'engage depuis plus de 30 ans à soigner les populations les plus vulnérables ici et là-bas, à témoigner des entraves constatées quant à l'accès aux soins, à obtenir des améliorations durables des politiques de santé pour tous. Association indépendante

nous agissons au-delà du soin en dénonçant les atteintes à la dignité et aux droits humains et en nous battant pour améliorer la situation des populations précaires. En France, les actions de Médecins du Monde ont pour but de faciliter l'accès au système de santé pour les plus précaires (SDF, migrants, usagers de drogue, personnes se prostituant, etc.). A l'international, MdM travaille dans 44 pays sur tous les continents et sur 4 thématiques prioritaires (soins

aux migrants et aux déplacés, promotion de la santé sexuelle et reproductive, réduction des risques liés à l'usage de drogue, urgences et crises).

DESCRIPTION DU POSTE :

Sous la responsabilité hiérarchique du coordinateur général de la mission, vous serez chargé de favoriser l'accès aux droits médicaux et sociaux des personnes dans le cadre du projet social de la mission au Centre d'Accueil, de Soins et d'Orientation (CASO)

La suite à la page 18



JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

et de la mission Bidonvilles.

Plus particulièrement, vos missions sont les suivantes :

Missions auprès du public reçu :

- Accueillir les usagers identifiés selon critères de vulnérabilité et réaliser l'évaluation sociale
- Orienter et accompagner certains usagers dans leurs démarches
- Organiser le suivi de sa file active, le recueil des données sociales et documenter les problématiques d'accès aux droits rencontrés
- Participer au moins deux fois par mois aux sorties sur les bidonvilles

Missions auprès des équipes :

- Assurer la formation des équipes à l'accueil social et à la législation en cours
- Encadrer les travailleurs sociaux et infirmiers de santé publique et participer à l'animation des réunions de l'équipe bénévole
- Elaborer des nouveaux outils pour améliorer la qualité de l'accueil
- Assurer une veille sociale et sanitaire du public Rom et être en appui de la mission Bidonvilles

Missions de représentation et de plaidoyer :

- Maintenir un état de veille par rapport aux lois et aux pratiques

d'application de ces lois

- Participer à l'élaboration du plaidoyer local sur l'accès aux droits et à la représentation de la mission auprès des acteurs locaux concernés
- Identifier et maintenir un réseau de partenaires associatifs et institutionnel local
- Assurer la qualité du recueil de données quantitatives et qualitatives pour l'observatoire sur l'accès aux soins et aux droits

CONDITIONS D'EMPLOI :

Statut : Salarié
 Contrat : Contrat à durée indéterminée
 Durée : -

Poste à pourvoir à partir du 01/03/2017

Poste basé à Saint-Denis (la Plaine - 93
 Expériences /
 Formation du candidat

PROFIL RECHERCHE :

Diplôme d'Etat d'Assistant(e) Social(e)
 Connaissance des populations en grande précarité (étrangers en situation administrative précaire, Roms, personnes sans domicile...), de la protection sociale et des dispositifs spécifiques au droit des étrangers

Capacité d'adaptation et

sens du travail en équipe

Goût pour la formation ainsi que expérience en animation d'équipe bénévole appréciée

Aisance relationnelle

Implication et dynamisme

Bonne résistance au stress

Anglais apprécié

Engagé, vous adhérez aux valeurs de MdM et êtes motivé par son modèle associatif.

AUCUNE CANDIDATURE NE SERA TRAITÉE PAR TÉLÉPHONE

Médecins du Monde se réserve le droit de clôturer le recrutement avant la date limite de dépôt des candidatures.

MdM s'engage pour l'insertion des personnes en situation de handicap et lutte contre toutes les discriminations.

Fonctions Technicien spécialiste

Activités Santé, Social

Pays Europe, France

Contrat C D I

Postuler en ligne https://mdm.profilsearch.com/recrute/intranet/fo_annonce_voir.id=1858&idpartenaire=127

Date de fin de validité 28/02/2017



Fondé le 26 août 2013.

O2 BP 5805 Ouaga O2
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P/2013/CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Bernard M' Pempé Hien
- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédérick PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays
Montage
Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique
+226 76609721
+226 72080505
+22672080303
E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

28/01/2017 AU 4/02/2017 Groupe III

PHARMACIE DE GARDE GROUPE 3

Ave Maria 25 47 98 88
Balkuy 25 37 51 36
Baraka 25 33 02 72
Belle ville 25 40 84 14
Cathédrale 25 31 28 07
Charis 25 47 98 78
Concorde 25 31 29 49
Coura 25 38 83 90
Djimbria 25 35 77 65
Dunia 25 36 20 51
Ecoles 25 31 52 32
Fraternité 25 36 48 00
Galiam 25 35 28 44
Hosanna 25 41 26 48
Jeunesse 25 34 35 04
Kamin 25 34 30 28
Kilwin 25 50 84 62
La Sainte Trinité 25 41 26 46
Mariama 25 30 05 76

Naab Raga 25 30 06 27
Naaba Koom 25 35 70 46
Nagrin 25 46 90 48
Nazani 25 36 65 10
Ninrwa 25 41 80 38
Noom-Wendé 25 50 31 17
Pissy 25 43 13 35
Sacré cœur 25 34 60 60
Saint Julien 25 38 06 10
Saint Lazare 25 36 86 48
Saint Michel 25 45 48 08
Santé-validité 68 91 87 04
Savane 25 31 13 48
Taoko 25 36 69 27
Téranga 25 36 09 70
Wend denda 25 31 09 64
Yennega 25 37 03 37
Zone I 25 48 15 13/53
Zoungrana 25 40 98 75

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO